

BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES. STATISTIQUES 1971

Après quatre années de mise en pratique des méthodes élaborées en 1969 pour les statistiques des bibliothèques municipales (B.M.), un certain nombre de remarques d'ordre général doivent être faites et une nouvelle orientation donnée.

Le formulaire, après trois versions multigraphiées et chaque fois remaniées, a été établi pour une période d'au moins cinq ans et imprimé en 1972. Il tient compte des dernières recommandations de l'Unesco, adoptées par l'Assemblée générale en novembre 1970.

Au cours de cette période, l'exploitation des différentes données chiffrées fournies par les communes a été faite dans les conditions suivantes :

- dépenses (investissement et fonctionnement), acquisitions de livres et prêt à domicile : données exploitées pour chacune des quatre années 1968 à 1971;
- effectifs du personnel et surface des locaux : pour 1968, 1969 et 1971;
- périodiques en cours, acquisitions et prêt de disques : 1969 et 1971;
- autres données (total des collections, heures d'ouverture, catégories socio-professionnelles des emprunteurs, etc.) exploitées une seule fois chacune, soit pour 1969, soit pour 1970, soit pour 1971.

Par ailleurs, on s'est efforcé de connaître de façon aussi précise que possible la proportion de la population inscrite au prêt à domicile et, tout particulièrement, celle des enfants.

Ce travail a permis :

a) d'avoir une bonne connaissance chiffrée globale des B.M. en 1971; les recoupements faits au cours des quatre années ont en effet permis d'affiner les chiffres et l'on peut considérer désormais que la plupart d'entre eux sont à peu près sûrs;

b) d'avoir, pour les quatre années consécutives, une série de chiffres qui permet d'évaluer le rythme actuel de croissance et de faire des prévisions pour les deux ou trois années qui suivront 1971; ces chiffres sont consignés dans le tableau 1 ci-dessous;

c) de collaborer aux statistiques internationales en fournissant, pour la première fois en 1972, des chiffres concernant l'ensemble des bibliothèques publiques françaises;

d) enfin, de mettre au point une méthode qui facilitera l'élaboration de nouvelles statistiques au cours des prochaines années à venir.

1. Les bibliothèques municipales de 1968 à 1971.

| | | 1968 ¹ | 1969 | 1970 | 1971 |
|----------------------------------|--|--------------------|--------------------------------|----------------|----------------|
| Dépenses ² | Investissement (en francs). Part de l'Etat..... | 0,84 | 0,87 16,8 % | 1,85 19,8 % | 2,15 28,5 % |
| | Fonctionnement (en francs) Part de l'État | 4,34 5,67 % | 4,43 5,45 % | 4,97 5,42 % | 5,75 5,57 % |
| Personnel ³ | Effectif total..... | 12,28 | 12,04 | | 14,52 |
| | Professionnels..... | 2,42 | 2,37 | | 3,13 |
| Locaux et véhicules ³ | Points de desserte..... | | 4,27 | | 4,96 |
| | Surfaces (en mètres carrés) | 1 379 | 1 488 | | 1 701 |
| Acquisitions ³ | Livres (en volumes)..... | 5 054 ⁴ | 5 130 | 5 620 | 5 750 |
| | Périodiques (en titres).... | | 158 | | 167 |
| | Disques et autres enregistrements | | 400 | | 620 |
| Prêt à domicile | Livres { Population inscrite | 1,04 | 4,7 % | | 5,9 % |
| | | | Par habitant (en volumes) | 1,11 | 1,24 |
| | Par emprunteur (en volumes) . | | 23,7 | | 23,9 |
| | Disques et autres enregistrements (par hab.) ... | | 0,053 | | 0,055 |

1. Pour les communes de 15 000 habitants ou plus seulement. L'exploitation des réponses de toutes les communes n'a été faite que pour les dépenses de fonctionnement (4,13 F par hab.) et le prêt (1,03 vol. par hab.).

2. Par habitant.

3. Pour 100 000 habitants.

4. Pour 1968, le calcul avait porté sur les titres : 4 011 au total. Ce chiffre a été multiplié par 1,26, coefficient évalué en fonction des rapports volumes/titres calculés pour 1969 et 1970.

La publication des statistiques a été faite pour les années 1969¹ et 1970². Les résultats de 1969 étaient précédés d'une note dans laquelle était précisée la façon dont avait été établi le nouveau formulaire. Il y était notamment indiqué, d'une part, que l'exploitation des réponses serait faite à brève échéance à l'aide d'un ordinateur et, d'autre part, que la publication des résultats pourrait être faite ville par ville. Il convient de donner aujourd'hui des précisions sur ces deux points :

a) *L'exploitation par ordinateur.* Le coût très élevé de l'opération a jusqu'à présent empêché d'adopter cette solution et l'on ne peut dire, à l'heure actuelle, quand elle sera possible.

b) *La publication des résultats ville par ville.* Il s'agit là de tout autre chose que de publier des moyennes nationales. Tout d'abord, une telle publication suppose une maîtrise parfaite des techniques d'enquête et d'exploitation des réponses, maîtrise qu'il était impensable d'acquérir avant plusieurs années de pratique, tant au niveau des bibliothèques enquêtées qu'à celui des services de la Direction des bibliothèques chargé de l'exploitation des réponses. Il eût été imprudent, voire malhonnête, de publier tels quels les chiffres fournis par les B.M., avant que celles-ci n'aient complètement assimilé les nouvelles définitions et nouveaux procédés de comptage adoptés.

Par ailleurs, les statistiques bibliothèque par bibliothèque n'ont de sens réel que rapportées à la population desservie par chacune de ces bibliothèques. Il est donc souhaitable de ne les établir que pour des années aussi proches que possible des recensements généraux.

Enfin, la publication doit être extrêmement soignée et ne comporter — dans toute la mesure du possible — aucune erreur. Elle nécessite donc un travail considérable qu'il ne sera possible d'effectuer qu'une fois les services de la D.B.L.P. (Direction des bibliothèques et de la lecture publique) dotés des moyens informatiques escomptés.



Il est désormais possible de prévoir un nouveau programme, qui peut être esquissé de la façon suivante³ :

a) Les données fournies par les B.M. concernant le financement et le prêt à domicile continueront d'être exploitées chaque année. Une connaissance précise des dépenses est en effet nécessaire à l'attribution des subventions et à l'établissement des prévisions budgétaires. Le prêt étant le seul indicateur de résultats sta-

1. *Bull. Bibl. France*, 16^e année, n^o 6, juin 1971, p. 331 à 350.

2. *Bull. Bibl. France*, 17^e année, n^o 5, mai 1972, p. 193 à 205.

3. Il serait souhaitable que les responsables des B.M. intéressés par ce problème fassent part à la D.B.L.P. de leur sentiment à l'égard de ce programme.

tistiquement valable à l'échelon national, il importe également d'en suivre régulièrement l'évolution.

b) Pour 1972, une enquête exceptionnelle sur les sections pour enfants des villes de 20 000 habitants et plus sera réalisée; les rubriques du formulaire annuel en rapport avec cette enquête seront exploitées.

c) Les résultats nationaux du type de ceux qui ont été calculés pour ces dernières années ne seront désormais publiés qu'à intervalles plus espacés, vraisemblablement tous les trois ans, ainsi que le recommande l'Unesco.

d) Les résultats ville par ville seront publiés dès que seront connus les chiffres du prochain recensement, prévu pour 1975.

e) La publication ville par ville sera faite à titre d'essai pour l'année 1971, mais pour un nombre limité de données (finances, locaux, personnel, etc.), pour les villes de 20 000 habitants et plus seulement et en ne rapportant qu'un minimum de chiffres à la population. Cette publication ne pourra cependant être assurée qu'avec un retard de près de deux ans, c'est-à-dire fin 1973.

* * *

D'une façon générale, les statistiques 1971 marquent une forte progression par rapport aux années antérieures, en particulier pour les locaux et le personnel. Cette progression ne doit évidemment pas dissimuler le retard considérable qu'accusent toujours les B.M. françaises par rapport à leurs homologues de nombreux pays. Une comparaison avec les bibliothèques anglaises (tableau 26) met bien en évidence ce retard.

Comme pour 1970, la population indiquée est celle du recensement général de mars 1968. S'il est possible, en effet, d'évaluer l'augmentation de la population française totale entre cette date et le milieu de l'année 1971 (de l'ordre de 2,7 %), il serait par contre tout à fait hasardeux de tenter la même opération pour la population des communes ayant une B.M. Il faudra en tenir compte dans l'interprétation des résultats et, notamment, dans la lecture du tableau 1 ci-dessus.

1. DÉPENSES ET RECETTES (tableaux 2 à 11).

Les dépenses totales se sont élevées à 166 237 000 F pour les 714 communes ayant répondu (21 044 000 habitants), soit 7,90 F par habitant. En 1970, elles avaient été de 139 088 000 F (6,82 F par habitant) pour 636 communes (20 399 000 habitants).

Investissement (tableau 3).

Le total des dépenses a été de 45 196 000 F (2,15 F par habitant), contre 37 770 000 F (1,85 F par habitant) l'année précédente. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions de livres ou autres documents, qui ont toutes été incluses dans les dépenses

2. *Dépenses totales (investissement et fonctionnement)
en francs par habitant.*

| | Nb. de communes | Population en milliers | Investissement | Fonctionnement | Total |
|--------------------------------|-----------------|------------------------|----------------|----------------|-------------|
| 300 000 hab. et plus | 4 | 2 135 | 7,19 | 5,13 | 12,32 |
| 100 à 300 000 hab. | 32 | 4 908 | 1,37 | 8,00 | 9,37 |
| 50 à 100 000 hab. | 59 | 3 896 | 1,87 | 6,97 | 8,84 |
| 20 à 50 000 hab. | 198 | 6 249 | 2,06 | 5,40 | 7,46 |
| 10 à 20 000 hab. | 180 | 2 563 | 0,93 | 3,09 | 4,02 |
| 5 à 10 000 hab. | 128 | 952 | 0,51 | 1,60 | 2,11 |
| Moins de 5 000 hab. | 113 | 340 | 0,43 | 1,30 | 1,73 |
| Total | 714 | 21 044 | 2,15 | 5,75 | 7,90 |
| Total 1970 | 636 | 20 399 | 1,85 | 4,97 | 6,82 |

3. *Dépenses d'investissement.*

En milliers de francs pour les quatre premières colonnes;
en francs pour la cinquième.

| | Terrains et bâtiments | Véhicules matériel et mobilier | Autres dépenses | Total | |
|-----------------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------|----------------|-------------|
| | | | | Valeur absolue | Par hab. |
| 300 000 hab. et plus. | 15 046 | 285 | 10 | 15 341 | 7,19 |
| 100 à 300 000 hab. . . | 5 013 | 1 099 | 588 | 6 699 | 1,37 |
| 50 à 100 000 hab. . . | 6 132 | 894 | 263 | 7 289 | 1,87 |
| 20 à 50 000 hab. . . | 10 974 | 1 518 | 354 | 12 845 | 2,06 |
| 10 à 20 000 hab. . . | 1 860 | 428 | 100 | 2 388 | 0,93 |
| 5 à 10 000 hab. . . | 342 | 115 | 30 | 488 | 0,51 |
| Moins de 5 000 hab.. | 88 | 45 | 14 | 147 | 0,43 |
| Total | 39 454 | 4 384 | 1 359 | 45 196 | 2,15 |
| Total 1970 | 31 980 | 3 752 | 2 038 | 37 770 | 1,85 |

de fonctionnement. La répartition par type de dépenses et par source de financement s'établit ainsi :

| | | |
|---------------------------------|--------------|--------|
| Terrains et bâtiments | | 87,3 % |
| Véhicules, matériel et mobilier | | 9,7 % |
| Autres dépenses | | 3,0 % |
| Communes | 31 892 000 F | 70,6 % |
| État ¹ | 12 896 000 F | 28,5 % |
| Départements | 408 000 F | 0,9 % |

Fonctionnement (tableaux 4 à 11).

Elles se sont élevées à 121 041 000 F, soit une moyenne de 5,75 F par habitant, contre 101 317 000 F (4,97 F par habitant) en 1970. Il s'agit là du total des dépenses, quelle que soit la source de financement : communes, État, etc. Pour les seules communes, la dépense moyenne a été de 5,26 F par habitant, soit 91,53 % du total (tableau 7). Elle a été d'au moins 4 F pour 31 % d'entre elles (222 sur 714) contre 27 % (172 sur 636) en 1970 (tableau 8).

Pour les communes de 20 000 habitants ou plus, la proportion a été de 56 % (164 sur 293), contre 46 % en 1970 (133 sur 289). Près de 20 % d'entre elles ont dépensé 8 F et plus, contre 13 % l'année précédente.

1. Les subventions de l'État ne portent que sur les bâtiments, les véhicules, le matériel et le mobilier. La somme de 12 896 000 F est le total des subventions perçues par les communes ayant fourni des statistiques. Ces subventions correspondent : 1° au total des crédits inscrits au titre III, chapitre 34.62, art. 30, du budget de la D.B.L.P. pour 1971, soit 587 000 F, plus un reliquat de l'année antérieure; 2° aux crédits de paiement versés aux communes en fonction d'une partie des autorisations de programme inscrites au titre VI, chapitre 66.70, art. 30, des budgets de la D.B.L.P. pour les années antérieures (voir *le Budget de la lecture publique de 1967 à 1972*, in *Bull. Bibl. France*, 17^e année, n° 8, août 1972, p. 365 à 378). Des subventions ont en outre été faites aux communes engagées dans des opérations de construction, mais ne fournissant pas encore de statistiques. Les crédits ouverts au budget de la D.B.L.P. en 1969-1971 sont les suivants :

| | <u>34.62</u> | <u>66.70</u> |
|------|--------------|--------------|
| 1969 | 412 000 | 2 500 000 |
| 1970 | 502 000 | 9 450 000 |
| 1971 | 587 000 | 7 000 000 |

Les dépenses de l'État se répartissent ainsi :

| | | |
|---|-------------|--------|
| Personnel ¹ | 1 966 000 F | 29,1 % |
| Subventions en espèces ² | 2 520 000 F | 37,4 % |
| Crédits pour achat de livres ³ | 2 262 000 F | 33,5 % |
| Total | 6 748 000 F | |

Les dépenses de l'État en personnel représentent 7,8 % des dépenses en personnel des B.M. classées et 3,3 % de celles de l'ensemble des B.M. Les dépenses de l'État en crédits pour achat de livres représentent 12,5 % des dépenses d'acquisitions de l'ensemble des B.M.

Depuis 1968, à la suite des recommandations du Groupe interministériel d'étude sur la lecture publique, la D.B.L.P. s'efforce d'augmenter la participation de l'État aux dépenses de fonctionnement des B.M. Cette participation a beaucoup progressé en 1968 par rapport aux années antérieures, puisque les crédits affectés aux subventions et aux achats de livres sont passés de 504 450 F en 1967 à 3 729 450 F en 1968, mais il n'est pas possible, faute de statistiques, de connaître le taux de participation de l'État pour les années 1967 et précédentes. Par contre, on peut constater que, au cours des quatre années 1968-1971, ce taux est pratiquement resté le même :

| | |
|------|---------------------|
| 1968 | 5,67 % ⁴ |
| 1969 | 5,45 % |
| 1970 | 5,42 % |
| 1971 | 5,57 % |

Une analyse plus poussée de cette participation selon les différents postes sur lesquels elle porte (personnel d'État, subventions en espèces et crédits pour achat de livres) a semblé nécessaire. Elle a été faite sur l'échantillon qui a paru le plus significatif : les communes de 20 000 habitants et plus. On a en outre distingué les B.M. classées des B.M. non classées, afin d'isoler les dépenses en personnel des autres dépenses (tableaux 9 et 10). Ces calculs font apparaître que, pour ce qui est des subventions et des crédits, le taux de participation aux dépenses des B.M. non classées est un peu supérieur à celui des B.M. classées (4,16 % contre 3,54), mais que, pour l'ensemble des trois postes, ce taux est beaucoup plus fort dans le cas des classées (7,04 % contre 4,16).

1. Pour 50 communes dont la B.M. était classée.

2. Pour 263 communes. Les subventions 1971 ont été en réalité de 2 526 000 F pour 264 communes, l'une d'elles étant située dans un des départements d'outre-mer, qui sont exclus des statistiques.

3. Pour 189 communes. Les crédits 1971 ont été en réalité de 2 334 000 F pour 198 communes, 9 d'entre elles ayant des B.M. en cours de création et ne figurant pas dans les statistiques.

4. Calculé pour les communes de 15 000 habitants et plus seulement (363 communes, 17 096 000 habitants).

4. *Dépenses de fonctionnement. Répartition par nature des dépenses.*
 En milliers de francs pour les cinq premières colonnes;
 en francs pour la sixième.

| | Personnel | Acquisitions | Reliure | Autres dépenses | Total | |
|-------------------------|---------------|---------------|--------------|-----------------|----------------|-------------|
| | | | | | Valeur absolue | Par hab. |
| 300 000 hab. et plus. | 5 336 | 1 473 | 306 | 3 837 | 10 952 | 5,13 |
| 100 à 300 000 hab... | 18 631 | 5 040 | 1 187 | 14 427 | 39 285 | 8,00 |
| 50 à 100 000 hab... | 13 156 | 3 994 | 842 | 9 169 | 27 161 | 6,97 |
| 20 à 50 000 hab... | 17 065 | 5 370 | 934 | 10 378 | 33 747 | 5,40 |
| 10 à 20 000 hab... | 3 991 | 1 612 | 203 | 2 122 | 7 927 | 3,09 |
| 5 à 10 000 hab... | 865 | 486 | 42 | 135 | 1 527 | 1,60 |
| Moins de 5 000 hab.. | 206 | 170 | 7 | 58 | 441 | 1,30 |
| Total | 59 250 | 18 144 | 3 521 | 40 126 | 121 041 | 5,75 |
| Total 1970 | 48 608 | 15 409 | 3 157 | 34 143 | 101 317 | 4,97 |

5. *Dépenses de fonctionnement en 1970 et 1971.*
Répartition par nature des dépenses en francs par habitant et en % du total.

| | 1970 | | 1971 | |
|----------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|
| | F/hab. | % | F/hab. | % |
| Personnel | 2,38 | 47,97 | 2,81 | 48,95 |
| Acquisitions..... | 0,76 | 15,21 | 0,86 | 14,99 |
| Reliure | 0,16 | 3,12 | 0,17 | 2,91 |
| Autres dépenses..... | 1,67 | 33,70 | 1,91 | 33,15 |
| Total | 4,97 | 100,00 | 5,75 | 100,00 |

6. *Dépenses de fonctionnement. Répartition par source de financement.*
 En milliers de francs pour les six premières colonnes;
 en francs pour la septième.

| | Com- munes | Dépar- tements | État | Usa- gers | Autres sources | Total | |
|-------------------------|----------------|-------------------|--------------|--------------|-------------------|-------------------|-------------|
| | | | | | | Valeur absolue | Par hab. |
| 300 000 hab. et plus. | 10 186 | 0 | 687 | 24 | 55 | 10 952 | 5,13 |
| 100 à 300 000 hab... | 36 064 | 49 | 2 309 | 610 | 253 | 39 285 | 8,00 |
| 50 à 100 000 hab... | 24 917 | 183 | 1 538 | 481 | 43 | 27 161 | 6,97 |
| 20 à 50 000 hab... | 30 998 | 121 | 1 709 | 845 | 73 | 33 747 | 5,40 |
| 10 à 20 000 hab... | 7 021 | 19 | 398 | 370 | 119 | 7 927 | 3,09 |
| 5 à 10 000 hab... | 1 267 | 6 | 82 | 143 | 28 | 1 527 | 1,60 |
| Moins de 5 000 hab.. | 336 | 3 | 25 | 69 | 8 | 441 | 1,30 |
| Total | 110 789 | 381 | 6 748 | 2 543 | 581 | 121 041 | 5,75 |
| Total 1970 | 92 971 | 330 | 5 488 | 2 220 | 308 | 101 317 | 4,97 |

7. *Dépenses de fonctionnement en 1970 et 1971.*
Répartition par source de financement en francs par habitant et en % du total.

| | 1970 | | 1971 | |
|---------------------|-------------|---------------|-------------|---------------|
| | F/hab. | % | F/hab. | % |
| Communes | 4,56 | 91,76 | 5,26 | 91,53 |
| Départements | 0,02 | 0,33 | 0,02 | 0,31 |
| État | 0,27 | 5,42 | 0,32 | 5,57 |
| Usagers | 0,11 | 2,19 | 0,12 | 2,10 |
| Autres sources..... | 0,01 | 0,30 | 0,03 | 0,48 |
| Total | 4,97 | 100,00 | 5,75 | 100,00 |

8. *Dépenses de fonctionnement. Nombre de communes ayant dépensé 4 F ou plus par habitant (subventions et part des usagers déduites).*

| | Nb. de réponses | 10 F et plus | 8 à 10 F | 6 à 8 F | 4 à 6 F | Total | |
|------------------------|-----------------|--------------|-----------|-----------|-----------|----------------|----------------|
| | | | | | | Valeur absolue | % des réponses |
| 300 000 hab. et plus. | 4 | | 1 | | 2 | 3 | 75,0 |
| 100 à 300 000 hab... | 32 | 7 | 3 | 6 | 10 | 26 | 81,2 |
| 50 à 100 000 hab... | 59 | 9 | 8 | 10 | 15 | 42 | 71,2 |
| 20 à 50 000 hab... | 198 | 18 | 12 | 26 | 37 | 93 | 47,0 |
| 10 à 20 000 hab... | 180 | 4 | 6 | 12 | 22 | 44 | 24,4 |
| 5 à 10 000 hab... | 128 | 1 | 2 | 2 | 5 | 10 | 7,8 |
| Moins de 5 000 hab. | 113 | 1 | | 2 | 1 | 4 | 3,5 |
| Total | 714 | 40 | 32 | 58 | 92 | 222 | 31,1 |
| Total 1970..... | 636 | | 47 | 36 | 89 | 172 | 27,0 |

9. *Dépenses de fonctionnement des communes de 20 000 habitants et plus. Participation de l'État aux dépenses des B.M. classées et non classées. En milliers de francs.*

| | | Classées | Non classées | Ensemble B.M. |
|--|----------------------|---------------|---------------|----------------|
| Total | | 56 213 | 54 932 | 111 145 |
| Communes | | 51 125 | 51 040 | 102 165 |
| État | total | 3 955 | 2 287 | 6 243 |
| | personnel | 1 966 | 0 | 1 966 |
| | subventions | 1 239 | 1 136 | 2 375 |
| | crédits livres | 751 | 1 151 | 1 902 |
| Départements, usagers et autres sources | | 1 132 | 1 605 | 2 738 |
| Nb. de communes | | 50 | 243 | 293 |
| Population en milliers ... | | 7 282 | 9 907 | 17 188 |

10. *Dépenses de fonctionnement des communes de 20 000 habitants et plus.
Participation de l'État aux dépenses des B.M.
classées et non classées en francs par habitant et en %.*

| | | Classées | | Non classées | | Ensemble B.M. | |
|---|----------------------|----------|--------|--------------|--------|---------------|--------|
| | | F/hab. | % | F/hab. | % | F/hab. | % |
| Total | | 7,72 | 100,00 | 5,54 | 100,00 | 6,47 | 100,00 |
| Communes | | 7,02 | 90,95 | 5,15 | 92,91 | 5,94 | 91,92 |
| État | total | 0,54 | 7,04 | 0,23 | 4,16 | 0,36 | 5,62 |
| | personnel | 0,27 | 3,50 | 0 | 0 | 0,11 | 1,77 |
| | subventions | 0,17 | 2,20 | 0,11 | 2,07 | 0,14 | 2,14 |
| | crédits livres | 0,10 | 1,34 | 0,12 | 2,10 | 0,11 | 1,71 |
| Départements, usagers et autres sources | | 0,16 | 2,01 | 0,16 | 2,92 | 0,16 | 2,46 |

11. *Dépenses en abonnements aux périodiques par rapport
à l'ensemble des acquisitions.
En milliers de francs.*

| | Ensemble des acquisitions | Périodiques | |
|----------------------------|---------------------------|----------------|------|
| | | Valeur absolue | % |
| 300 000 hab. et plus | 1 473 | 151 | 10,2 |
| 100 à 300 000 hab. | 5 040 | 404 | 8,0 |
| 50 à 100 000 hab. | 3 994 | 258 | 6,5 |
| 20 à 50 000 hab. | 5 370 | 411 | 7,7 |
| 10 à 20 000 hab. | 1 612 | 89 | 5,5 |
| 5 à 10 000 hab. | 486 | 26 | 5,3 |
| Moins de 5 000 hab. | 170 | 8 | 4,4 |
| Total | 18 144 | 1 346 | 7,4 |

Acquisitions de périodiques (tableau 11).

La part réservée aux abonnements aux périodiques a été dégagée du total des dépenses d'acquisitions (livres, périodiques, disques et autres documents). Elle est de 7,4 % pour l'ensemble des 714 B.M. et décroît régulièrement avec l'importance de la population.

2. PERSONNEL (tableaux 12 à 14).

Les effectifs de 1971 sont en forte augmentation par rapport à ceux de 1969 pour l'ensemble des diverses catégories : 3 063 agents à plein temps contre 2 467, pour des populations comparables. L'augmentation est plus particulièrement sensible pour les bibliothécaires professionnels (bibliothécaires ou conservateurs et sous-bibliothécaires), qui passent de 2,37 à 3,13 pour 100 000 habitants. Pour ces deux années, le nombre total d'agents et les dépenses en personnel ont été les suivants :

| | <u>1969</u> | <u>1971</u> |
|-------------------------------|-------------|----------------|
| agents pour 100 000 habitants | 12,04 | 14,52 (+ 21 %) |
| dépenses par habitant | 2,05 | 2,81 (+ 37 %). |

Dans les communes de 20 000 habitants et plus, les professionnels sont passés de 2,68 à 3,57 pour 100 000 habitants (tableau 13). Le recrutement s'est surtout fait dans les B.M. non classées, qui ont vu un accroissement de leurs effectifs par habitant de 27 % pour les bibliothécaires et de 64 % pour les sous-bibliothécaires, soit un peu plus de 45 % pour l'ensemble des professionnels (tableau 14).

3. LOCAUX ET VÉHICULES (tableaux 15 et 16).

Les chiffres portent sur le nombre de points de desserte (centrales, succursales et bibliobus) et sur la surface des locaux de 695 communes. Ils montrent une très forte augmentation du nombre des succursales par rapport à 1969 et, surtout, du total de leurs surfaces, qui a progressé de près de 90 %. Pour l'ensemble des centrales et des succursales, la surface pour 100 000 habitants est passée de 1 488 à 1 701 mètres carrés (plus 14,3 %). Quant aux bibliobus, leur nombre est passé de 46 à 57 (plus 23,9 %).

Une comparaison plus poussée a été faite pour l'ensemble des communes de 20 000 habitants et plus. Pour ces communes, la surface pour 100 000 habitants est passée de 1 523 à 1 757 mètres carrés (plus 15,4 %) et la surface moyenne des points de desserte fixes a augmenté de la façon suivante :

| | <u>1969</u> | <u>1971</u> |
|-------------|----------------------|----------------------------------|
| centrales | 829,4 m ² | 910,4 m ² (+ 9,8 %) |
| succursales | 100,2 m ² | 137,1 m ² (+ 36,8 %). |

4. ACQUISITIONS (tableaux 17 et 18).

Livres.

Les acquisitions ont été calculées en nombre de volumes seulement et non en nombre de titres. Elles ont été de 5,75 volumes pour 100 habitants, alors qu'elles avaient été de 5,13 en 1969 et 5,62 en 1970. On peut donc constater une progression très inférieure à celle du personnel et, surtout, à celle des locaux et des emprunteurs (pour ces derniers, voir ci-dessous).

Périodiques en cours.

Le nombre de titres pour 100 000 habitants a été de 167 en 1971 contre 158 en 1969. La situation ne s'est donc guère améliorée dans ce domaine.

5. PRÊT A DOMICILE (tableaux 19 à 23).

Nombre d'emprunteurs inscrits (tableau 19).

Ce nombre était de 1 182 000 pour les 680 communes ayant répondu, soit 20 024 000 habitants. La proportion de la population inscrite était donc de 5,9 % en moyenne. Pour 1969, le même calcul avait donné 4,7 % et ce chiffre avait paru supérieur à la réalité. Pour 1970, on avait enregistré 6,1 % sur un échantillon de 203 communes de 10 000 habitants et plus (les communes ayant fourni la répartition de leurs emprunteurs par catégorie socio-professionnelle) et l'écart entre ces deux chiffres de 4,7 et 6,1 avait été attribué au fait que les 203 B.M. correspondant au chiffre le plus fort étaient parmi les plus actives. Or, les résultats de 1971 pour les 456 communes de 10 000 habitants et plus ayant répondu donnent un pourcentage très voisin : 6,0. Par ailleurs, le décompte des emprunteurs est désormais mieux fait dans chaque B.M., les cartes étant renouvelées plus souvent. Il semble donc possible d'affirmer aujourd'hui :

1° que le chiffre de 4,7 % pour 1969 était beaucoup plus proche de la vérité qu'on ne l'avait pensé;

2° que la proportion de la population inscrite au prêt a nettement progressé au cours des années 1969-1971;

3° que cette proportion était, en 1971, de 5,9 % pour l'ensemble des communes et de 6,4 % pour les communes de 20 à 100 000 habitants, lesquelles représentent plus de 70 % de la population desservie.

Catégories socio-professionnelles des emprunteurs (tableau 20).

La répartition des emprunteurs par catégories socio-professionnelles n'a pas été

12. Effectifs du personnel.

| | Nb. de communes | Population en milliers | Bibliothécaires ⁽¹⁾ | Sous-bibl. | Employés de bibl. | Surv. et gard. | Autre personnel | Total professionnels | Total général |
|------------------------|-----------------|------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|----------------|-----------------|----------------------|---------------|
| 300 000 hab. et plus . | 4 | 2 135 | 23,0 | 30,0 | 90,0 | 50,0 | 107,8 | 53,0 | 300,8 |
| 100 à 300 000 hab. .. | 32 | 4 908 | 81,5 | 138,5 | 193,0 | 108,0 | 371,8 | 220,0 | 892,8 |
| 50 à 100 000 hab. .. | 59 | 3 896 | 59,5 | 84,5 | 175,3 | 39,0 | 238,7 | 144,0 | 597,0 |
| 20 à 50 000 hab. ... | 199 | 6 287 | 93,1 | 104,7 | 268,0 | 52,0 | 399,3 | 197,8 | 917,1 |
| 10 à 20 000 hab. .. | 182 | 2 588 | 17,1 | 24,3 | 65,5 | 7,0 | 145,7 | 41,4 | 259,6 |
| 5 à 10 000 hab. .. | 127 | 943 | 2,2 | 0,8 | 12,1 | 2,0 | 47,8 | 3,0 | 64,9 |
| Moins de 5 000 hab... | 113 | 340 | 0,5 | 0 | 2,0 | 0 | 28,1 | 0,5 | 30,6 |
| Total | 716 | 21 097 | 276,9 | 382,8 | 805,9 | 258,0 | 1 339,2 | 659,7 | 3 062,8 |
| Total 1969 | 638 | 20 485 | 228,6 | 257,9 | 648,7 | 240,5 | 1 091,2 | 486,5 | 2 466,9 |

1. Y compris les 114 conservateurs d'État.

13. Effectifs du personnel des communes de 20 000 habitants
et plus en 1969 et 1971.

| | | 1969 | | 1971 | |
|--------------------------------|--------------------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | | Valeur absolue | Pour 100 000 h. | Valeur absolue | Pour 100 000 h. |
| Professionnels | Total | 455 | 2,68 | 615 | 3,57 |
| | Bibliothécaires | 215 | 1,26 | 257 | 1,49 |
| | Sous-bibliothécaires ... | 240 | 1,42 | 358 | 2,08 |
| Employés de bibliothèque | | 590 | 3,47 | 726 | 4,22 |
| Surveillants et gardiens | | 232 | 1,36 | 249 | 1,44 |
| Autre personnel..... | | 886 | 5,21 | 1 118 | 6,49 |
| Total | | 2 163 | 12,72 | 2 708 | 15,72 |
| Nb. de communes | | 289 | | 294 | |
| Population en milliers..... | | 16 996 | | 17 226 | |

14. Augmentation en % des effectifs par habitant
des communes de 20 000 habitants et plus entre 1969 et 1971.

| | Classées | Non classées | Ensemble B.M. |
|------------------------------|----------|--------------|---------------|
| Total | 25,0 | 22,4 | 23,6 |
| Professionnels | 25,4 | 45,5 | 33,2 |
| Bibliothécaires | 12,0 | 27,1 | 18,3 |
| Sous-bibliothécaires | 36,3 | 64,2 | 46,5 |
| Employés | 28,8 | 16,3 | 21,6 |
| Surveillants et gardiens ... | 14,5 | — 11,0 | 5,9 |
| Autres | 26,7 | 22,8 | 24,6 |

15. *Locaux et véhicules.*

| | Nb. de réponses | Population en milliers | Nb. de points de desserte | | | Surfaces en m ² | | |
|--------------------------------|-----------------|------------------------|---------------------------|-------------|-----------|----------------------------|----------------|---------------|
| | | | Total | Succursales | Bibliobus | Total | Centrales | Succursales |
| 300 000 hab. et plus | 4 | 2 135 | 53 | 39 | 10 | 33 322 | 27 495 | 5 827 |
| 100 à 300 000 hab. | 32 | 4 908 | 157 | 106 | 19 | 118 752 | 99 206 | 19 546 |
| 50 à 100 000 hab. | 59 | 3 896 | 126 | 53 | 14 | 57 139 | 51 329 | 5 810 |
| 20 à 50 000 hab. | 197 | 6 233 | 272 | 63 | 12 | 92 573 | 87 965 | 4 608 |
| 10 à 20 000 hab. | 180 | 2 560 | 200 | 18 | 2 | 37 130 | 36 201 | 929 |
| 5 à 10 000 hab. | 116 | 862 | 121 | 5 | 0 | 10 965 | 10 717 | 248 |
| Moins de 5 000 hab. | 107 | 322 | 108 | 1 | 0 | 5 939 | 5 927 | 12 |
| Total | 695 | 20 916 | 1 037 | 285 | 57 | 355 820 | 318 840 | 36 980 |
| Total 1969 | 623 | 20 347 | 869 | 200 | 46 | 302 792 | 283 098 | 19 694 |

16. *Locaux et véhicules des communes de 20 000 habitants et plus en 1969 et 1971.*

| | | 1969 | | 1971 | |
|------------------------------|----------------|----------------|-------------------|----------------|-------------------|
| | | Valeur absolue | Pour 100 000 hab. | Valeur absolue | Pour 100 000 hab. |
| Nb. de points de desserte | Total | 527 | 3,11 | 608 | 3,54 |
| | Centrales | 288 | 1,96 | 292 | 2,02 |
| | Succursales .. | 195 | 1,15 | 261 | 1,52 |
| | Bibliobus | 44 | 0,26 | 55 | 0,32 |
| Surfaces en m ² | Total | 258 416 | 1 523 | 301 786 | 1 757 |
| | Centrales | 238 873 | 1 407 | 265 995 | 1 549 |
| | Succursales .. | 19 543 | 115 | 35 791 | 208 |
| Nb. de communes | | 288 | | 292 | |
| Population en milliers | | 16 972 | | 17 172 | |

17. *Acquisitions de livres (nombre de volumes).*

| | Nb. de communes | Population en milliers | Valeur absolue | Pour 100 hab. |
|----------------------------|-----------------|------------------------|----------------|---------------|
| 300 000 hab. et plus | 4 | 2 135 | 73 081 | 3,42 |
| 100 à 300 000 hab..... | 32 | 4 908 | 285 298 | 5,81 |
| 50 à 100 000 hab..... | 57 | 3 784 | 261 161 | 6,90 |
| 20 à 50 000 hab..... | 195 | 6 152 | 368 768 | 5,99 |
| 10 à 20 000 hab..... | 180 | 2 563 | 133 742 | 5,22 |
| 5 à 10 000 hab..... | 122 | 903 | 47 168 | 5,22 |
| Moins de 5 000 hab. | 107 | 324 | 25 243 | 7,80 |
| Total | 697 | 20 769 | 1 194 461 | 5,75 |
| Total 1970 | 622 | 20 262 | 1 139 435 | 5,62 |

18. *Périodiques en cours (nombre de titres).*

| | Nb.de com- munes | Popula- tion en milliers | Valeur absolue | Pour 100 000 hab. |
|----------------------------|------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------------|
| 300 000 hab. et plus | 4 | 2 135 | 4 118 | 193 |
| 100 à 300 000 hab. | 32 | 4 908 | 14 086 | 287 |
| 50 à 100 000 hab. | 57 | 3 784 | 6 364 | 168 |
| 20 à 50 000 hab. | 197 | 6 215 | 9 179 | 148 |
| 10 à 20 000 hab. | 178 | 2 541 | 2 241 | 88 |
| 5 à 10 000 hab. | 119 | 882 | 729 | 83 |
| Moins de 5 000 hab. | 110 | 330 | 190 | 58 |
| Total | 697 | 20 796 | 34 666 | 167 |
| Total 1969 | 590 | 19 755 | 31 216 | 158 |

19. *Prêt de livres à domicile : nombre d'emprunteurs inscrits.*

| | Nb. de com- munes | Popula- tion en milliers | Nb. d'em- prunteurs en milliers | % de la popu- lation |
|--------------------------|-------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 300 000 et plus hab. . | 4 | 2 135 | 89 | 4,2 |
| 100 à 300 000 hab. | 29 | 4 560 | 301 | 6,6 |
| 50 à 100 000 hab. | 54 | 3 599 | 234 | 6,5 |
| 20 à 50 000 hab. | 190 | 5 988 | 367 | 6,1 |
| 10 à 20 000 hab. | 179 | 2 538 | 132 | 5,2 |
| 5 à 10 000 hab. | 119 | 884 | 38 | 4,3 |
| Moins de 5 000 hab. | 105 | 321 | 20 | 6,2 |
| Total | 680 | 20 024 | 1 182 | 5,9 |
| Total 1969 | 601 | 19 568 | 914 | 4,7 |

faite pour 1971, mais une erreur importante a été décelée dans les chiffres publiés l'année dernière pour 1970¹. Les chiffres rectifiés sont consignés dans le tableau 20 et le graphique en regard.

Rappelons que la répartition avait été faite à partir des réponses de 203 villes de 10 000 habitants ou plus, représentant un peu moins de neuf millions d'habitants. Alors que les chiffres n'étaient demandés que pour les emprunteurs de 17 ans et plus, un grand nombre de B.M. avaient inclus les adolescents (14 à 16 ans). C'est en essayant d'isoler ces derniers que l'erreur s'est produite, erreur qui s'est répercutée sur l'ensemble de la pyramide. Le nouveau pourcentage des enfants par rapport à l'ensemble des emprunteurs (33,8 %) correspond bien à celui qui pu être calculé pour 1971 (33,7 % pour un nombre de réponses plus important).

Nombre de volumes prêtés par habitant (tableaux 21 et 22).

Le total s'est élevé à 28 507 000 volumes prêtés pour 20 626 000 habitants, soit 1,38 par habitant, contre 1,24 en 1970. L'augmentation est un peu supérieure à 11 %. La moyenne des communes de 20 à 100 000 habitants continue d'être supérieure à la moyenne nationale : 1,33 en 1970 et 1,50 en 1971. Le nombre de communes prêtant plus de deux volumes est en augmentation, mais reste faible : 141 sur 685, soit 20,6 % contre 18,2 % en 1970. Celui des communes prêtant plus de trois volumes est de 58 (8,5 %) contre 41 l'année précédente (6,7 %).

Les chiffres de Paris sont donnés d'après les résultats publiés dans le *Bulletin municipal officiel* du 13 avril 1972, résultats légèrement rectifiés pour tenir compte des usages propres à la Ville de Paris. Le chiffre de 1,37 volume par habitant n'est inférieur à la moyenne nationale que dans la mesure où il a été calculé d'après le recensement de 1968. Mais on sait que Paris est une des rares grandes villes françaises à voir leur population diminuer régulièrement. Son prêt par habitant est donc certainement, en réalité, un peu supérieur à la moyenne nationale.

Si l'on inclut Paris dans les villes de 300 000 habitants et plus, on obtient un total de 5 659 000 volumes prêtés pour 4 743 000 habitants, soit 1,19 par habitant.

Nombre de volumes prêtés par emprunteur.

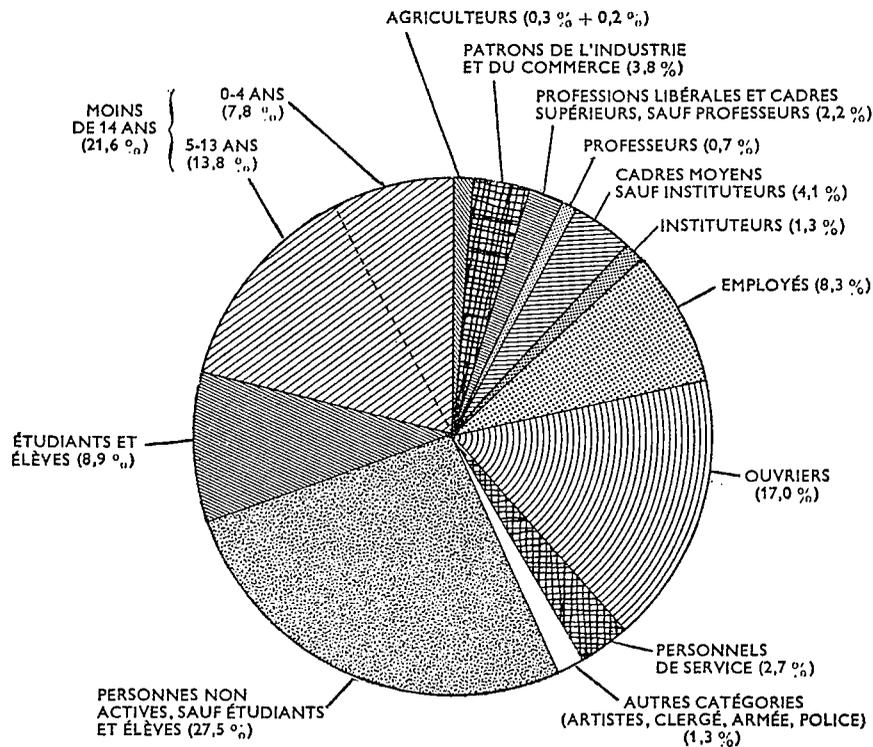
L'incertitude qui régnait jusqu'à présent quant au nombre exact d'emprunteurs avait empêché de calculer le nombre moyen de volumes empruntés annuellement par chaque utilisateur du prêt à domicile. Ce calcul paraît désormais possible. Il a été fait avec une légère extrapolation pour les 639 communes (18 816 000 habitants) ayant fourni le nombre total de leurs emprunteurs et celui des enfants.

1. Article cité, p. 220 à 223, tableau 11 (p. 224) et graphique (p. 225).

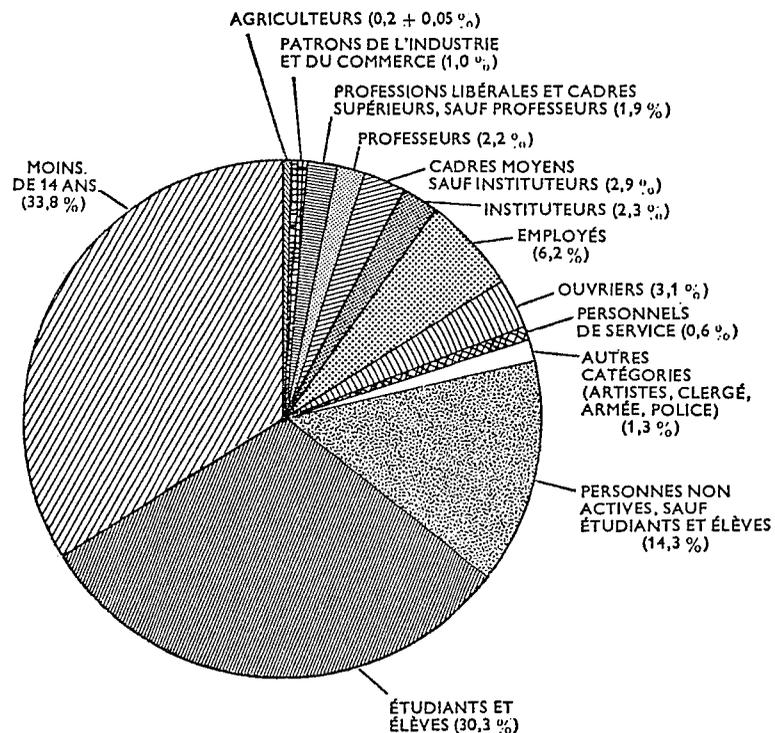
20. Répartition des emprunteurs par classe d'âge
et par catégorie socio-professionnelle en 1970.

| | Répartition des habitants en % | Répartition des emprunteurs en % | % des emprunteurs par rapport aux habitants |
|---|---|---|---|
| 0 Agriculteurs exploitants . | 0,3 | 0,2 | 3,2 |
| 1 Salariés agricoles | 0,2 | 0,05 | 1,5 |
| 2 Patrons de l'industrie et du commerce | 3,8 | 1,0 | 1,5 |
| 3 { Professions libérales et cadres sup. (profes- seurs exclus) | 2,2 | 1,9 | 5,3 |
| Professeurs | 0,7 | 2,2 | 21,0 |
| 4 { Cadres moyens (institu- teurs exclus) | 4,1 | 2,9 | 4,3 |
| Instituteurs | 1,3 | 2,3 | 10,7 |
| 5 Employés | 8,3 | 6,2 | 4,5 |
| 6 Ouvriers | 17,0 | 3,1 | 1,1 |
| 7 Personnels de service . . . | 2,7 | 0,6 | 1,4 |
| 8 Autres catégories (artis- tes, clergé, armée, police) | 1,3 | 1,3 | 5,9 |
| 9 { Personnes non actives (étudiants et élèves exclus) | 27,5 | 14,3 | 3,2 |
| Étudiants et élèves | 8,9 | 30,3 | 20,8 |
| Ensemble des 14 ans et plus. | 78,4 | 66,2 | 5,2 |
| Moins de 14 ans | 21,6 | 33,8 | 9,5 |
| Toutes catégories | 100,0 | 100,0 | 6,1 |

ENSEMBLE DE LA POPULATION



EMPRUNTEURS



*Répartition des emprunteurs par classe d'âge et par catégorie socio-professionnelle en 1970 (tableau 20),
Les catégories 0 et 1 ont été regroupées sous le titre « agriculteurs », le premier chiffre concernant les exploitants et le second les salariés.*

21. Prêt de livres à domicile : nombre de volumes prêtés.

| | | Nb. de communes | Popula- tion en milliers | Valeur absolue en milliers | Par hab. |
|----------------------------|------------------|-----------------|--------------------------|----------------------------|----------|
| 300 000 hab. et plus | | 4 | 2 135 | 2 074 | 0,97 |
| 100 à 300 000 hab. | | 32 | 4 908 | 7 891 | 1,61 |
| 50 à 100 000 hab. | | 56 | 3 683 | 5 637 | 1,53 |
| 20 à 50 000 hab. | | 195 | 6 172 | 8 564 | 1,39 |
| 10 à 20 000 hab. | | 178 | 2 527 | 2 988 | 1,18 |
| 5 à 10 000 hab. | | 123 | 908 | 975 | 1,07 |
| Moins de 5 000 hab. | | 97 | 293 | 379 | 1,29 |
| Paris | | 1 | 2 608 | 3 585 | 1,37 |
| Total | sans Paris | 685 | 20 626 | 28 507 | 1,38 |
| | avec Paris | 686 | 23 234 | 32 092 | 1,38 |
| Total 1970 | sans Paris | 614 | 20 063 | 24 872 | 1,24 |
| | avec Paris | 615 | 22 671 | 28 350 | 1,25 |

22. Prêt de livres à domicile : nombre de communes ayant prêté 2 volumes ou plus par habitant.

| | Nb. de réponses | 5 vol. et + | 4 à 5 vol. | 3 à 4 vol. | 2 à 3 vol. | Total | |
|-----------------------|-----------------|-------------|------------|------------|------------|----------------|----------------|
| | | | | | | Valeur absolue | % des réponses |
| 300 000 hab. et plus. | 4 | | | | | 0 | 0 |
| 100 à 300 000 hab... | 32 | | 2 | 3 | 3 | 8 | 25,0 |
| 50 à 100 000 hab... | 56 | | 1 | 2 | 15 | 18 | 32,1 |
| 20 à 50 000 hab... | 195 | 2 | 4 | 8 | 28 | 42 | 21,5 |
| 10 à 20 000 hab... | 178 | 1 | 3 | 9 | 16 | 29 | 16,3 |
| 5 à 10 000 hab... | 123 | 2 | 2 | 5 | 11 | 20 | 16,3 |
| Moins de 5 000 hab. | 97 | 4 | 4 | 6 | 10 | 24 | 24,7 |
| Total | 685 | 9 | 16 | 33 | 83 | 141 | 20,6 |
| Total 1970..... | 614 | 6 | 11 | 24 | 71 | 112 | 18,2 |

En 1971, le nombre moyen de livres empruntés par emprunteur a été :

| | |
|-----------------------------|----------------------|
| — adultes (14 ans et plus) | 24,5 volumes par an |
| — enfants (moins de 14 ans) | 22,5 volumes par an |
| — ensemble des emprunteurs | 23,9 volumes par an. |

En 1969, ce nombre était de 23,7, calculé d'après les réponses de 601 communes (19 569 000 habitants).

Les enfants (tableau 23).

La proportion des enfants par rapport au total des emprunteurs et celle des volumes empruntés par eux par rapport au total des volumes prêtés ont été calculées d'après des échantillons différents (639 communes dans le premier cas et 615 dans le second), un certain nombre de communes ayant fourni des chiffres tantôt pour une rubrique tantôt pour l'autre. Au total, les enfants représentent 33,7 % des emprunteurs (376 000 sur 1 118 000 pour une population de 18 816 000 habitants). Leurs emprunts constituent 31,8 % du total (8 451 000 volumes sur 26 559 000 pour une population de 18 741 000 habitants).

A noter que près de 13 % des B.M. n'assurent pas le prêt à domicile des livres pour enfants et sont probablement dépourvues de sections à leur usage. C'est le cas notamment dans une ville de 120 000 habitants, dans deux villes de 80 000 habitants environ et dans 17 villes comprises entre 20 et 50 000 habitants.

23. Prêt de livres à domicile : pourcentage des enfants.

| | Emprunteurs | Volumes prêtés |
|----------------------------|-------------|----------------|
| 300 000 hab. et plus | 29,9 | 25,0 |
| 100 à 300 000 hab. | 38,6 | 32,8 |
| 50 à 100 000 hab. | 33,9 | 36,3 |
| 20 à 50 000 hab. | 32,2 | 31,0 |
| 10 à 20 000 hab. | 30,5 | 30,3 |
| 5 à 10 000 hab. | 28,2 | 27,1 |
| Moins de 5 000 hab. | 33,6 | 27,2 |
| Total | 33,7 | 31,8 |

24. Disques et autres enregistrements : acquisitions.

| | Nb. de communes | Population en milliers | Valeur absolue | Pour 1 000 hab. |
|----------------------------|-----------------|------------------------|----------------|-----------------|
| 300 000 hab. et plus | 2 | 706 | 2 250 | 3,2 |
| 100 à 300 000 hab. | 10 | 1 282 | 4 115 | 3,2 |
| 50 à 100 000 hab. | 17 | 1 150 | 7 925 | 6,9 |
| 20 à 50 000 hab. | 34 | 1 102 | 10 859 | 9,9 |
| 10 à 20 000 hab. | 10 | 163 | 1 970 | 12,1 |
| 5 à 10 000 hab. | 1 | 5 | 24 | |
| Moins de 5 000 hab..... | 1 | 1 | 25 | |
| Total..... | 75 | 4 409 | 27 168 | 6,2 |
| Total 1969 | 62 | 3 758 | 14 893 | 4,0 |

25. Disques et autres enregistrements : prêt à domicile.

| | Nb. de communes | Population en milliers | Valeur absolue | Pour 1 000 hab. |
|----------------------------|-----------------|------------------------|----------------|-----------------|
| 300 000 hab. et plus | 2 | 706 | 1 714 | 2,4 |
| 100 à 300 000 hab. | 12 | 1 677 | 28 291 | 16,9 |
| 50 à 100 000 hab. | 18 | 1 249 | 141 672 | 10,4 |
| 20 à 50 000 hab. | 32 | 1 142 | 79 572 | 69,7 |
| 10 à 20 000 hab. | 11 | 175 | 20 951 | 119,7 |
| 5 à 10 000 hab. | 1 | 5 | 22 | |
| Moins de 5 000 hab..... | 2 | 5 | 149 | |
| Total..... | 78 | 4 959 | 272 371 | 54,9 |
| Total 1969 | 49 | 2 989 | 159 864 | 53,5 |

6. DISQUES (tableaux 24 et 25).

Le nombre de B.M. possédant des disques ou autres enregistrements sonores n'a pas été calculé. En 1969, il était de 87 sur 601, soit 14,5 % des communes et 27,7 % de la population desservie. Le nombre des enregistrements était de 76 300. Pour 1971, on peut évaluer ce dernier à 112 000 environ.

Seuls le nombre d'enregistrements acquis et le nombre d'enregistrements prêtés à domicile ont été calculés avec précision. On peut constater une forte augmentation par rapport à 1969 des acquisitions (6,2 pour 1 000 habitants contre 4,0), mais pas du prêt (54,9 contre 53,5). Le phénomène s'explique sans doute par le fait que seulement 65 % des B.M. prêtent à domicile les enregistrements qu'elles détiennent, les autres n'ayant pas encore mis en pratique le prêt extérieur des collections qu'elles ont acquises au cours de l'année ou se contentant de l'écoute sur place. Une incertitude règne encore à ce sujet.

7. COMPARAISON ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE-PAYS DE GALLES (tableau 26).

La comparaison entre deux pays est toujours difficile, du fait notamment des différences de structures administratives. L'opération a été tentée avec l'Angleterre et le Pays de Galles dans les conditions suivantes :

a) *France*. On s'est limité aux villes de 20 000 habitants et plus pour trois raisons : parce que c'est au-dessus de ce chiffre que les statistiques sont les plus sûres; parce que cela a permis d'éliminer les interférences avec les bibliothèques centrales de prêt; parce qu'il est pratiquement impossible d'isoler les collectivités anglaises ou galloises d'importance moindre, du fait qu'elles font généralement partie, dans le domaine de la lecture publique, d'ensembles de collectivités regroupées.

b) *Angleterre et Pays de Galles*. Ces deux pays représentent 88,3 % de la population du Royaume Uni, l'Écosse et l'Irlande du Nord n'en représentant respectivement que 9,1 et 2,6 %. L'Angleterre et le Pays de Galles ont une législation particulière et les bibliothèques publiques y sont sensiblement plus développées que dans les deux autres pays. Pour que la comparaison avec les villes françaises choisies soit valable, on n'a retenu que les bibliothèques des collectivités suivantes :

— le Grand Londres, divisé en 33 collectivités autonomes : les 32 *boroughs* et la *City of London*;

— les villes comtés, c'est-à-dire les villes les plus importantes et dont les compétences sont les mêmes que celles des comtés géographiques;

— les villes moins importantes (villes « non comtés » et districts urbains) ayant la lecture publique dans leurs attributions ¹.

1. Sur l'organisation des bibliothèques anglaises et galloises, voir notamment le livre de F. M. Gardner, *Législation relative aux bibliothèques publiques*, Paris, Unesco 1972, p. 117 à 134.

26. *Les bibliothèques municipales en France et en Angleterre et Pays de Galles en 1971*

| | | France | Angleterre et Galles | Rapport |
|---|-----------------------|--------|-------------------------|---------|
| Dépenses de fonctionnement (en francs) ¹ | Total | 6,08 | 17,60 | 2,9 |
| | Personnel | 2,94 | 9,02 | 3,1 |
| | Acquisitions | 0,90 | 3,95 | 4,4 |
| | Reliure | 0,18 | 0,39 | 2,2 |
| | Autres dépenses | 2,06 | 4,25 | 2,1 |
| Personnel ² | Effectif total | 14,57 | 55,23 | 3,8 |
| | Professionnels | 3,48 | 15,70 | 4,5 |
| Points de desserte ² | total | 3,37 | 5,95 | 1,8 |
| | fixes | 3,11 | 5,51 | 1,8 |
| | mobiles | 0,26 | 0,44 | 1,7 |
| Collections (en vol.) ¹ | | 1,47 | 2,09 | 1,4 |
| Acquisitions annuelles de livres (en vol.) ² . | | 5 504 | 23 130 | 4,2 |
| Prêt à domicile (en vol) ¹ | | 1,35 | 12,5 ⁴ | 9,3 |
| Nombre de collectivités | | 335 | 319 | |
| Population (en milliers) | | 20 913 | 29 485 | |

1. Par habitant.

2. Pour 100 000 habitants.

3. Évaluation faite à partir d'un certain nombre de résultats publiés ville par ville dans *The Libraries, museums and art galleries year book 1971*. La moyenne pour l'ensemble de l'Angleterre et du Pays de Galles (48 953 000 hab.) est de 11,3.

La plupart des chiffres sont extraits des statistiques britanniques officielles pour l'année 1970-1971 ¹.

c) *Nombre de collectivités.* Villes françaises : 334 communes ayant 20 000 habitants ou plus au recensement de 1968, y compris Paris, plus une commune résultant d'une fusion effectuée en 1970. Sur ce total de 335, 26 villes n'ont pas de bibliothèque. Les différences qu'on pourra constater entre certains chiffres du tableau 26 et des tableaux précédents proviennent de l'insertion dans l'échantillon étudié des 26 villes sans bibliothèque et de Paris.

Villes anglaises et galloises : 83 *county boroughs*, 32 *London boroughs, City*, 138 *non-county boroughs* et 65 *urban district councils*, soit 319 au total.

d) *Population.* France : recensement de mars 1968. La population non desservie (les 26 villes sans B.M.) représente 3,26 % du total. Angleterre et Pays de Galles : estimation officielle pour juin 1970. La population est desservie à 100 %.

e) *Dépenses.* Les dépenses anglaises ont été calculées sur la base de 13,30 F pour une livre. Les chiffres mentionnés correspondent à la répartition par type de dépenses suivante :

| | <i>France</i> | <i>Angleterre-Galles</i> |
|-----------------|---------------|--------------------------|
| Personnel | 48,3 % | 51,2 % |
| Acquisitions | 14,7 % | 22,4 % |
| Reliure | 3,0 % | 2,2 % |
| Autres dépenses | 34,0 % | 24,1 % |

Il n'est pas possible de comparer ici les sources de financement, étant données les différences fondamentales de répartition des ressources fiscales entre l'État et les collectivités locales dans les deux pays.

f) *Personnel.* Les chiffres indiqués correspondent à une proportion de bibliothécaires professionnels par rapport à l'ensemble du personnel de 23,9 % pour la France et de 28,4 % pour l'Angleterre-Pays de Galles.

g) *Points de desserte.* Il n'a malheureusement pas été possible de connaître la surface des bibliothèques anglaises et l'on a dû se borner à donner le nombre — moins significatif — des points de desserte.

h) *Collections.* Il s'agit des imprimés (livres et périodiques). Il faut remarquer que les B.M. anglaises conservent beaucoup moins de fonds anciens que les B.M. françaises et que le rapport de 1,4 est très inférieur à celui qui aurait été calculé si l'on avait pu s'en tenir aux collections réellement vivantes.

1. INSTITUTE OF MUNICIPAL TREASURERS AND ACCOUNTANTS, Londres, et SOCIETY OF COUNTY TREASURERS, Taunton. — Public library statistics 1970-71. — 1972. — 75 p.; 21 x 26 cm. L'année va du 1^{er} avril 1970 au 31 mars 1971.

i) *Prêt à domicile*. Outre le prêt aux particuliers, les B.M. anglaises font des dépôts dans les collectivités, en particulier dans les écoles, dans des proportions beaucoup plus considérables que les B.M. françaises.

Il faut bien noter que cette comparaison entre la France et l'Angleterre-Pays de Galles n'est valable que pour les bibliothèques publiques des zones urbaines importantes et ne reflète pas les différences de développement de l'ensemble de la lecture publique. Pour les petites villes et les zones rurales, l'écart entre les deux pays est en effet beaucoup plus important encore. A l'appui de cette affirmation, on fournira les chiffres relatifs à deux des données les plus significatives, le nombre de bibliothécaires professionnels et les acquisitions annuelles de livres (en nombre de volumes) pour la totalité des bibliothèques publiques en 1971 :

| | <i>France</i> | <i>Angleterre Galles</i> | <i>Rapport</i> |
|-----------------------|---------------|------------------------------|----------------|
| <i>Population</i> | 49 779 000 | 48 953 000 | |
| <i>Professionnels</i> | | | |
| total | 1 002 | 6 592 | |
| pour 100 000 h. | 2,01 | 13,47 | 6,7 |
| <i>Acquisitions</i> | | | |
| total | 1 798 000 | 11 132 000 | |
| pour 100 000 h. | 3 612 | 22 741 | 6,3 |